



# Un programme libéral accentué

**Éditorial**

par Jean-Claude Mailly

À la suite des annonces quelque peu lapidaires du président de la République à l'occasion de ses vœux le 31 décembre 2015, nous avons été reçus par le Premier ministre et la ministre du Travail.

Nous avons d'abord rappelé que, nonobstant tous les efforts en matière de formation des demandeurs d'emploi, il est indispensable de réorienter la politique économique et sociale afin de retrouver un niveau d'activité plus soutenu et de redonner un espoir.

Cela passe notamment, pour Force Ouvrière, par l'augmentation des salaires, le ciblage et le conditionnement des aides publiques aux entreprises, un soutien à l'investissement public et une consolidation du service public républicain et des régimes sociaux.

S'agissant plus spécifiquement des aides publiques aux entreprises, nous avons à nouveau dénoncé le pacte de responsabilité (100 milliards d'euros en 3 ans) et son inefficacité prévisible en matière d'emploi, ce que découvrent sur le tard certains soutiens, comme la CFDT, qui tentent de se racheter une conduite !

Nous avons également insisté – même si ce sujet n'était pas à l'ordre du jour – sur la réforme à venir de la négociation collective et du Code du travail en rappelant notre attachement social et républicain à la hiérarchie des normes ou principe de faveur.

Sur les questions liées à l'emploi, nous avons demandé au gouvernement le montant de sa contribution financière, y compris sur la R2F (pour les chômeurs en formation longue), et un recours accru à l'AFPA (réponse positive sur ces deux derniers points).

S'agissant de l'apprentissage, nous avons demandé une amélioration du statut de l'apprenti (rémunération, logement, transport).

À l'occasion de ses vœux aux « forces vives » le président de la République a fait des annonces nouvelles que nous avons découvertes, ce qui confirme que le dialogue social c'est bien quand on ne le pratique pas !

Ces annonces confirment un programme libéral accentué :

- Transformation du CICE en baisse de cotisations patro-

nales, ce qui risque de fragiliser fortement la Sécurité sociale !

- Fixation du taux de rémunération et du contingent des heures supplémentaires dans l'entreprise, au mépris de la hiérarchie des normes ;

Déclaration sur le fait que la durée d'indemnisation des chômeurs est en France la plus longue !

C'est l'accentuation de l'abandon du modèle républicain.

En d'autres termes, faute ou en l'absence de projet, la tactique électorale l'emporte sur la stratégie.

Ce n'est pas à l'honneur du politique au sens noble.

Sortir des sentiers battus et balisés du libéralisme économique est pourtant indispensable, c'est-à-dire sortir de la logique d'austérité.

Et plutôt que de s'exonérer de certains principes fondamentaux et démocratiques avec l'état d'urgence, le gouvernement serait plus inspiré de sortir des dogmes libéraux, à Paris comme à Bruxelles.